

**Conseil économique et social**

Distr. générale
18 août 2017
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Session ordinaire de 2018**

29 janvier-7 février et 23 février 2018

**Rapports quadriennaux pour la période 2013-2016
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil***

Note du Secrétaire général**Additif****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Archbishop E. Kataliko Actions for Africa « KAF »	3
2. Association culturelle d'aide à la promotion éducative et sociale.	4
3. Association de solidarité, aide et action enfance Mali « ASAA/EM Jigiya Ton ».....	6
4. Centre d'études diplomatiques et stratégiques	7
5. Collectif des femmes africaines du Hainaut	8
6. International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples	10
7. International Organization for the Right to Education and Freedom of Education	11
8. Les rencontres du Mont-Blanc—Forum international de l'économie sociale	13
9. Organisation de défense de l'environnement au Burundi.	14
10. Organisation des laïcs engagés du Sacré-Coeur pour le développement de Kimbond.	16
11. Organisation mondiale des associations pour l'éducation prénatale	17
12. Regards de femmes	18

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



13. Reporters sans frontières international	20
14. Rescue and Hope	23
15. Villes de France	24
16. Yelen	26

1. Archbishop E. Kataliko Actions for Africa « KAF »

Statut consultatif spécial : 2103

Introduction

Archbishop E. Kataliko Actions for Africa « KAF » (KAF) est une organisation non-gouvernementale avec statut consultatif spécial au Conseil économique et social depuis 2013. Son siège est situé dans la Province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC).

Objectifs

KAF a pour objectifs de contribuer à la lutte contre la torture, le VIH/Sida, les maladies sexuellement transmissibles et autres maladies graves similaires; à la protection de l'environnement et des droits de l'homme; et la promotion de la démocratie et des droits de l'homme. Les secteurs d'activités touchés par KAF sont la santé, le développement durable, l'éducation, l'assistance directe aux victimes des crimes contre l'humanité, l'assistance médicale directe aux personnes indigentes et les actions de lobbying à l'ONU.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

KAF a participé aux sessions du Conseil des Droits de l'homme et aux autres procédures spéciales, par exemple à la 19ème session du Conseil des droits de l'homme : Examen Périodique Universel relatif à la RDC, Genève, Suisse, 28 avril-9 mai 2014.

L'organisation a pris part également à la 69ème session du Comité des droits de l'enfant, sous l'égide du bureau du Haut-Commissaire pour les droits de l'Homme (OHCHR), Genève, 18 mai-5 juin 2015. Cette session était consacrée à l'examen des rapports présentés par huit pays (Ghana, Erythrée et Ethiopie, entre autres) sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Depuis l'obtention du statut consultatif à l'ECOSOC, KAF a été très actif au sein de l'ONU.

Elle a été représentée en permanence au sein des Offices de Genève, Vienne, Autriche, et New York, Etats-Unis, depuis 2013. Chaque année, KAF participe aux travaux du Conseil des droits de l'homme et d'autres procédures spéciales dont la 30ème et 33ème session ordinaire du Conseil des droits de l'homme tenues à Genève, 14 septembre-2 octobre 2015 et 13-30 septembre 2016. KAF a permis à deux membres de la jeune Commission nationale des droits de l'homme de la RDC de participer à la 30ème session et d'apprendre son fonctionnement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

KAF a participé à la rencontre du Directeur-Général de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) avec les ONG, Genève, 25 février 2016. L'objectif de cette rencontre était de préciser les priorités de l'ONU pour 2016 et de discuter comment l'engagement des ONG pouvait être renforcé davantage.

Dans le cadre du projet « Reconnaissance de l'état de victimes de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité au SUD-KIVU et appui à la réhabilitation psychologique desdites victimes de la ville de Bukavu et du territoire de Kabare » soutenu par le Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale, Archbishop E. Kataliko Actions for Africa a poursuivi le projet de réhabilitation physique, psychologique, le soutien matériel et la documentation des informations sur les préjudices psychologiques subies par les victimes des violences sexuelles.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

KAF a pris des initiatives pour l'accomplissement des objectifs de développement durable (ODD) au travers des activités de terrain orientées vers notamment la réhabilitation des victimes des crimes de guerre, la gestion d'hôpital et la construction d'un nouveau centre hospitalier, l'éducation de la population (jeunes de 16-25 ans et les femmes) aux élections démocratiques, l'assistance médicale aux prisonniers et aux victimes de la torture, et le reboisement. Avec l'hôpital, les activités / thématiques touchées par le projet sont notamment les emplois pour femmes infirmières et hommes, la santé (prévention et l'accès aux soins de santé primaire, santé reproductive), développement durable (usage des matériaux de construction écologiques), éducation professionnelle, environnement (gestion des déchets de l'hôpital) et la plantation des arbres autour de l'hôpital. Grâce à l'hôpital, KAF a soigné plus de 6,000 personnes dont plus de 700 femmes enceintes et 3,000 enfants. En développant toutes ces activités, KAF a contribué à réaliser les objectifs de développement durable notamment 1, 3, 4, 5, 8, 13 et 15.

2. Association Culturelle D'aide à la Promotion Éducative et Sociale

Statut consultatif spécial : 2001

Introduction

L'Association Culturelle d'Auto Promotion Educative et Sociale a été créée en 1972 en réponse à une crise éducative et socio-culturelle dont sont victimes les jeunes et les femmes. Ses activités s'étendent sur l'étendue du territoire sénégalais et touchent d'autres pays africains. Elle a été reconnue en tant qu'ONG en 1982.

Objectifs

Les but de l'organisation est de contribuer au développement humain durable par l'éducation et la formation citoyenne globale pour les transformations sociales. Les finalités sont d'appuyer les efforts d'insertion et de réinsertion des jeunes et des femmes défavorisées ou non dans les circuits de la vie active; appuyer les initiatives auto-promotionnelles des membres pour une participation active et responsable aux efforts de développement de leurs communautés, aptes à asseoir les bases d'une économie solidaire; promouvoir et développer des instruments de communication dans le but de vulgariser ses idéaux et de réaliser ses objectifs et ceux de ses partenaires; et favoriser les échanges, la coopération et l'intégration entre les communautés et les nations ainsi que l'auto-renforcement dans le respect des différences et des réalités socioculturelles. Ses principales activités sont l'éducation globale pour les transformations sociales; la formation et autopromotion économique et sociale; et la mobilisation sociale et citoyenne.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Dans la Commission pour la promotion de l'éducation au développement durable de l'Organisation scientifique et culturelle éducative des Nations Unies (UNESCO) nous avons contribué à la formulation d'une politique éducative inclusive et intégratrice.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'association a participé aux réunions suivantes :

- Commémoration du 66ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Dakar, Sénégal, 10 décembre 2014;
- 66ème Conférence annuelle du Département de l'information (DPI) de l'ONG sur le thème « Education à la citoyenneté Mondiale : pour atteindre ensemble les objectifs de Développement Durable », Gyeongju, Corée, 30 mai - 1 juin 2016;
- Conférence internationale des Nations Unies en soutien à la paix israélo-palestinienne, Genève, Suisse, 29-30 juin 2016;
- Forum politique de haut niveau pour le développement durable (HLPF), New-York, Etats-Unis. 11-20 juillet 2016; et
- 58ème session de la Commission de la condition de femme, New-York.

En outre, l'association a été élue membre à la 2ème Assemblée Générale permanente de l'ECOSOCC/Union Africaine.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Les activités suivantes ont été prises :

- Organisation d'un séminaire/atelier sur les Objectifs de développement durable (ODD), Thiès, Sénégal, 8-9 septembre 2015, sur l'ODD 1;
- Participation à l'élaboration de la stratégie environnementale des ONG lors de la Journée mondiale de l'environnement tenue en France et à sa restitution, participant à la réalisation des ODD 13, 14 et 15;
- Participation à la Conférence internationale sur la Palestine, Dakar, février 2016, en rapport avec l'ODD 16;
- Organisation de la journée internationale du Sida, 1 juin 2013, 2014, 2015 et 2016 à Dakar, Thiès et Rufisque, Sénégal (ODD 3);
- Participation à Tambacounda, Sénégal, au forum des jeunes sur le thème « mariage et lutte contre le sida » en vue de l'ODD 3;
- Participation à M'bour, Sénégal, au forum des jeunes sur le thème « environnement et jeunesse », en vue de l'ODD 3;

- Participation à l’atelier des experts chargés de rédiger le module de formation des maîtres professeurs des écoles d’instituteurs (ODD 4);
- Célébration de la Journée mondiale de l’eau, 22 mars 2015 et 2016, ODD 5;
- Participation à la Conférence internationale des villes à Dakar, février 2016, en vue de la réalisation de l’ODD 11;
- Célébration des journées de l’enfant africain, 16 juin en 2013, 2014, 2015 et 2016 à Dakar, ODD 5; et
- Célébration des journées internationales de la femme chaque année le 8 mars dans 8 localités du pays en vue de l’ODD 5.

3. Association de Solidarite Aide et Action Enfance Mali « ASAA/EM Jigiya Ton »

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

L’Association de Solidarité Aide et Action Enfance Mali (ASAA-EM) est une organisation non gouvernementale multilatérale de développement qui contribue à éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités et l’exclusion. Elle aide les pays à élaborer des politiques, à développer des compétences en leadership et des aptitudes en matière de partenariat, à renforcer leurs capacités institutionnelles et à partager des solutions aux problèmes touchant aux questions suivantes : développement durable; gouvernance démocratique; climat et adaptation. Dans toutes ses activités, ASAA-EM encourage la protection des droits de l’homme et favorise la participation active des femmes.

Objectifs

Les objectifs de l’organisation sont de : réduire l’extrême pauvreté et la faim; promouvoir la culture de paix à travers une justice équitable; promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes; donner une éducation de qualité aux enfants; combattre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies; améliorer la santé maternelle; réduire la mortalité infantile; et appuyer la mise en place d’un partenariat mondial pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Changements à signaler

Le changement majeur intervenu dans l’organisation a été l’adhésion des nouveaux membres et la signature d’une convention de collaboration avec l’organisation Femmes en Danger, une ONG des femmes africaines de la diaspora vivant en France, la plupart originaire de la Centrafrique. ASAA-EM va travailler avec Femmes en Danger sur un grand projet dont l’objectif est la prise en charge et la réinsertion des femmes victimes du conflit.

Contribution à des activités des Nations Unies

ASAA-EM explore de nouveaux aspects de la protection et l’établissement des normes relatives aux droits de l’homme sur un vaste éventail de thèmes et problématiques. Elle fournit des conseils juridiques et pratiques et mène des études concrètes; anime des débats et consultations sur des questions relatives aux OMD; et cherche à nouer des partenariats sur tel ou tel problème avec une série de parties prenantes dans le domaine social afin d’encourager des pratiques optimales. Parmi

ses domaines d'activité thématiques figurent : la lutte contre la discrimination; les enfants et les femmes; le changement climatique et l'environnement; les droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit à la santé, au logement, à l'alimentation et à l'eau; la lutte contre les violences; le VIH/sida; l'évaluation par pays et la planification dans le domaine des droits de l'homme; et les droits de l'homme et les entreprises.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

ASAA-EM a participé à beaucoup de réunions de l'ONU depuis l'obtention du statut consultatif, entre autres : le Comité des ONG, la Commission de la condition de la femme, les Assemblées Générales de l'ONU; et les réunions du Conseil économique et social.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

ASAA-EM collabore avec le bureau de l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) au Mali.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

La mise en œuvre des objectifs de l'organisation rentre dans le cadre de la mise en œuvre des OMD : Pour cela, ASAA-EM a travaillé et continue à travailler sur la gestion des conflits au Mali et la lutte contre les violences faites aux femmes en plus des activités citées ci-dessous : la lutte contre la discrimination; les enfants et les femmes; le changement climatique et l'environnement; les droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit à la santé, au logement, à l'alimentation et à l'eau; lutte contre les violences; le VIH/sida; l'évaluation par pays et la planification dans le domaine des droits de l'homme; et les droits de l'homme et les entreprises.

4. Centre d'études diplomatiques et stratégiques

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

Le Centre d'études diplomatiques et stratégique (CEDS) est un centre de formation des diplomates et décideurs, ainsi qu'un lieu de recherche et d'expertise pratique sur les problématiques politiques internationales.

Objectifs

Le Centre a pour objectif de contribuer au développement des pays d'Afrique, d'Asie du sud et d'Amérique latine. C'est le lieu de recherche et de réflexion comprenant les deux axes que sont le système international (dont onusien) et l'aide au développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités du CEDS visent à une meilleure connaissance et compréhension du système des Nations unies. De nombreux séminaires y sont consacrés, comme

par exemple, les conférences organisées à l'Ecole de Guerre en décembre 2013, février 2014, avril 2015 et février 2016, et les conférences internes au Centre dispensées tous les ans en mai et juin. En février 2014 et 2015 et en janvier 2016, des exercices de négociation dans le cadre des institutions des Nations unies sont pilotés par des experts ayant exercé des fonctions dirigeantes au sein des Nations unies. Tous les ans, la revue du Centre « Enjeux diplomatiques et stratégiques », comprend une rubrique « Vie des Nations unies ». Des travaux de recherche ont été défendus ou publiés sur la thématique des opérations de maintien de la paix ou de la réforme des Nations unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre a participé aux réunions suivantes : les réunions annuelles de l'Assemblée générale des Nations unies au cours de la période septembre-décembre 2013, 2014, 2015 et 2016; les réunions de l'Office des Nations unies à Genève en 2015 et 2016 et celles du Conseil des droits de l'Homme, 2014, 2015 et 2016.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation élabore des cours et séminaires avec le Conseil Economique et Social des Nations unies (ECOSOC), le Département de l'information (DPI), l'Alliance des civilisations des Nations unies (UNAOC), l'Assemblée Générale des Nations unies, le Conseil de Sécurité, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR) et l'Office des Nations unies de Genève, Suisse (ONUG).

Le Centre a également participé à la Conférence « Expert meeting on climate change and human rights », Genève, 6-7 octobre 2016, organisée par OHCHR and Geneva Pledge for human rights. Il a participé à la Commission des Nations unies contre la torture, 3 novembre 2015. En juin 2016, le Centre a organisé et participé à deux événements parallèles sur les droits des minorités et des indigènes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

De juin 2013 à juin 2014, le Centre a contribué à la réalisation du huitième Objectif du millénaire pour le développement (le partenariat mondial pour le développement). Douze sessions de formation ont été mises en place, incluant la thématique de la diplomatie au service du développement, centrées sur l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique latine.

Le Centre a participé au Forum Politique de Haut Niveau pour le développement durable (HLPF) et a intégré dans le programme de son cours le suivi de la mise en œuvre de l'agenda 2030 et de ses 17 objectifs de développement durable (ODD), 169 cibles et 230 indicateurs. Ce cours dispensé en 2015 et 2016 a également pour but de fournir des orientations et des recommandations pour favoriser cette mise en œuvre, surveiller les avancées en matière de réalisation des ODD et stimuler la création de politiques cohérentes, fondées sur des données scientifiques fiables et le retour d'expérience des pays.

5. International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples

Statut consultatif spécial : 1953

Introduction

International Mouvement for Fraternal Union among Races and Peoples/Mouvement international pour l'Union fraternelle entre les races et les peuples (UFER) est une fédération de groupes et personnes qui travaillent à promouvoir la compréhension, le dialogue et la coopération entre les races, les peuples et les groupes culturels, dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme. UFER fait de la formation et de l'information sur les droits de l'homme et des plaidoyers au sein des instances internationales et organise des rencontres et séminaires sur des thèmes liés aux objectifs de l'organisation.

Objectifs

Les priorités de la fédération sont la lutte contre toutes les formes d'exclusion et de racisme et la défense des plus vulnérables, en particulier des femmes, des enfants, des peuples autochtones, des minorités et des migrants.

Changements à signaler

L'organisation a adopté un nouveau nom : UFER - Uni(e)s pour l'Équité et la Fin du Racisme / UFER - United For Equity and Ending Racism.

Contribution à des activités des Nations Unies

Chaque année, lors de la Commission de la condition de la femme (CSW), UFER organise avec d'autres ONG un programme destiné à des fillettes et jeunes filles de différents pays en vue de les familiariser sur place avec le travail de la Commission et de développer des stratégies pour la mise en œuvre, dans leurs pays, des recommandations et résolutions adoptées. Une des priorités de l'UFER a été la traite des êtres humains. Des panels sur le sujet ont été organisés lors de la 57ème session de la CSW et de la 32ème session du Conseil des droits de l'homme, de même qu'un séminaire au Népal en 2014 en coopération avec des ONG locales. UFER a présenté une étude intitulée « Conseil des droits de l'homme – Convergences, divergences, et résistances » parallèlement à la 24ème session du CDH.

Lors de son Assemblée générale de 2015, UFER a organisé un séminaire sur les migrations, les réfugiés et la traite des personnes au cours duquel les participants furent informés du travail de l'ONU sur ces sujets. Par le Bulletin et le site internet, les membres et associés sont informés des activités de l'ONU dans différents domaines : droits de l'homme, droits de la femme et des fillettes, droits des peuples autochtones, discrimination raciale, environnement, etc.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Sessions du Conseil des droits de l'homme;
- Sessions de la Commission de la condition de la femme;
- Sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones;
- Certaines sessions de l'Examen périodique universel;
- Conférence mondiale sur les peuples autochtones, New York, Etats-Unis, 22-23 septembre 2014;
- Session d'évaluation de la Conférence de Beijing de la Commission économique pour l'Europe, 2015; et

– Divers briefings, consultations et commémorations.

UFER a également été cosignataire de plusieurs déclarations orales et écrites.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

En vue de l'objectif de Millénaire du développement 2, UFER poursuit son programme d'éducation préscolaire au Cambodge pour des enfants de milieux défavorisés, en majorité d'origine vietnamienne, afin de les aider à mieux s'intégrer dans le système d'éducation cambodgien et leur donner, ainsi qu'à des enfants khmers, la possibilité de vivre en harmonie les uns avec les autres. Depuis, plusieurs écoles ont été ouvertes dans divers villages par d'autres ONG qui ont pu profiter de la formation des maîtres dispensée par des membres de l'UFER. Un programme semblable est mis sur pied en Inde.

6. International Organization for the Right to Education and Freedom of Education (OIDEL)

Statut consultatif spécial : 1989

Introduction

International Organization for the Right to Education and Freedom of Education (OIDEL) a été créé en 1985 par quarante personnalités politiques, experts en éducation et parents d'élèves. L'OIDEEL a un statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies, de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Conseil de l'Europe. Elle collabore également avec l'Union européenne et avec de nombreuses organisations internationales non gouvernementales.

Objectifs

Le but de l'OIDEEL est de promouvoir le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement selon les principes de l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 13 du Pacte des droits économiques, sociaux et culturels.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'OIDEEL se concentre sur la protection des droits de l'homme. Elle coordonne deux plateformes d'ONG; une sur le droit à l'éducation, composée de 35 ONG; et une autre sur l'éducation aux droits de l'homme, composée de 53 membres. L'OIDEEL a collaboré étroitement avec le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation avec lequel elle a maintenu des réunions périodiques et elle est intervenu dans les sessions plénières pour commenter ses rapports. L'organisation a collaboré avec le groupe de travail sur le droit au développement dans ses sessions annuelles sur les critères de développement. Avec la rapporteuse sur la Solidarité internationale, elle a organisé deux événements parallèles, 2015 et 2016, et soumis

des documents pour l'aider à la rédaction de son projet de Déclaration sur le droit à la solidarité internationale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'OIDEL a participé à toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme des années couvertes par le présent rapport, aux sessions du groupe de travail sur le droit au développement, à la session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de 2015 et au Forum des Minorités, 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'OIDEL a co-organisé une table ronde sur la citoyenneté mondiale dans le cadre d'Education First avec les Représentations permanentes du Sénégal et du Mexique en 2014 et un séminaire avec la Représentation permanente du Portugal et le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation sur la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels en 2015. Elle a organisé un événement parallèle avec la Plateforme d'États sur l'éducation aux droits de l'homme sur l'anniversaire de la Déclaration sur l'éducation aux droits de l'homme, 2015.

La Plateforme d'ONG a présenté en 2016 un document écrit comprenant cinq recommandations pour la mise en œuvre de l'éducation aux droits de l'homme dans le cadre de la 3^{ème} phase du Programme mondial. L'OIDEL a publié un recueil d'instruments internationaux sur le Rapprochement des cultures en lien avec la Décennie du même nom, 2013. Elle a collaboré avec l'UNESCO dans la rédaction de Law and Policy Review Guidelines on the Right to Education, 2014. Elle a publié un indice de liberté d'enseignement en français et anglais sur la base des alinéas 3 et 4 de l'article 13 du Pacte des droits économiques, sociaux et culturels mesurant le rôle de la société civile dans la mise en œuvre du droit à l'éducation.

L'OIDEL a collaboré dans le projet ABDEM sur l'approche des droits de l'homme dans l'enseignement supérieur au Maghreb, mis en place dans le cadre de la deuxième phase du programme mondial d'éducation aux droits de l'homme, 2013-2017.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

L'OIDEL a pris part au processus post-2015 activement, notamment dans le domaine de l'éducation avec la rédaction d'un "position paper" sur le rôle du droit à l'éducation dans les objectifs du développement qui a été diffusé à toutes les Missions diplomatiques, 2014. Elle a réalisé un événement et une publication sur « Éducation 2030 – le rôle de la société civile », 2016. Elle a tenu cinq formations de 2013 à 2016 en français et en espagnol sur l'approche basée sur les droits de l'homme et le cadre développement post 2015 à travers la Fondation Collège Universitaire Henry Dunant (CUHD) avec plus de 200 participants d'Afrique, Asie et Europe.

7. Le Collectif des Femmes Africaines du Hainaut

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Le Collectif des Femmes Africaines du Hainaut est un groupement des femmes issues de l'immigration subsaharienne dont l'objectif est de favoriser leur implication et leur participation au développement de leur terre d'accueil et de leurs

pays d'origine, sortir ces femmes afrodescendantes de l'isolement lié à la migration, et combattre le racisme et la discrimination auxquels elles font face. Grâce à son statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies, l'organisation a pu mener des plaidoyers auprès des autorités publiques et construire des réseaux au niveau national et international.

Objectifs

Le collectif vise à favoriser et valoriser l'implication de la femme dans le développement par des activités et plaidoyers visant l'égalité de genre et de race et l'autonomisation des femmes dans un contexte migratoire.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Dialogue de Haut Niveau sur les migrations internationales et le développement à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, Etats-Unis, 3-4 Octobre 2013;
- 25ème session de Conseil des droits de l'homme au Palais de Nations, Genève, Suisse, 7 mars 2014, et a organisé un événement parallèle;
- 27ème session du Conseil des droits de l'homme, avec l'organisation d'un événement parallèle, 15 septembre 2014;
- Forum de la Commission de la condition de la femme (CSW) des ONG Beijing+20 à Genève, 2-5 novembre 2014; et
- 58ème, 59ème et 61ème session de la Commission de la condition de la femme (CSW61), New York, 10-21 mars 2014, 9-20 mars 2015, et 13-24 mars 2017. Le collectif a soumis une déclaration écrite lors de la 59ème session.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le collectif a participé à plusieurs réunions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes au Palais des Nations à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec les entités suivantes : le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le bureau du Rapporteur spécial pour les droits des personnes d'ascendance africaine et contre la discrimination raciale, le bureau du Rapporteur spécial sur le droit à la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale pour la santé (OMS), l'Organisation mondiale pour les migrations (OIM), et l'Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Le collectif a mené plusieurs activités sur le terrain visant à la lutte contre le racisme, l'égalité homme/femme et l'autonomisation de la femme :

- Le Mentorat, qui est un projet visant l'accès des femmes migrantes aux postes de décision;

- L'identité plurielle, qui est un projet visant la lutte contre le racisme;
- Le festival aficulture; et
- La Conférence Internationale au parlement européen en partenariat avec le siège de l'ONU Femmes de Bruxelles, Belgique, 20 Novembre 2014, sur le carrefour des agendas internationaux concernant la femme migrante.

8. Les rencontres du Mont-Blanc - Forum international de l'économie sociale / The Mont-Blanc Meetings - International Forum of the social economy

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Au sein d'une économie plurielle et sur tous les continents, Les rencontres du Mont-Blanc - Forum international de l'économie sociale (ESS Forum International) promeut et valorise l'économie sociale et solidaire (ESS).

Objectifs

Depuis 2005, le réseau international de l'organisation assure la mission transverse d'être un véritable laboratoire d'idées au service de trois champs d'actions : En premier lieu, rassembler les leaders et acteurs de l'ESS. L'association fédère les leaders et acteurs de l'ESS pour favoriser l'échange de bonnes pratiques, le débat sur les grands enjeux internationaux et la co-construction de solutions innovantes; elle organise ainsi un Forum biennal et participe à de nombreuses rencontres nationales et internationales. Deuxièmement, co-construire des initiatives et projets durables et inclusifs : la reconnaissance de l'ESS passe aussi et surtout par la mise en valeur des initiatives et solutions durables et inclusives qu'elle apporte; l'association anime à cette fin une Agora internationale des projets et un cahier des initiatives. Finalement, influencer les politiques et agendas internationaux pour l'ESS : grâce à son statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, la structure intervient en parallèle des grandes rencontres internationales afin de promouvoir l'ESS; elle a ainsi impulsé la création du Groupe pilote international de l'ESS dont elle assure le co-secrétariat et est membre observateur de la Task Force inter-agences de l'ONU sur le sujet.

Changements à signaler

ESS Forum International est le nouveau nom des Rencontres du Mont-Blanc - Forum international de l'économie sociale depuis le 25 janvier 2017.

Contribution à des activités des Nations Unies

Créé en 2014 à l'initiative du Président de la République française, le Groupe pilote international de l'ESS (GPIESS) rassemble états, organisations internationales et organisations de la société civile. Inspiré dans son format par le groupe pilote international sur les financements innovants, il constitue une plateforme unique de discussions et d'échanges de bonnes pratiques sur l'ESS destinée à promouvoir, encourager et concrétiser des politiques publiques au niveau local, national et international. ESS Forum International en assure le secrétariat permanent.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

ESS Forum International a organisé les réunions suivantes :

- Evènement parallèle « L'ESS : changer les relations économiques pour l'équité et le développement durable dans l'agenda post-2015 » lors de la 8ème session du groupe de travail ouvert sur les Objectifs de développement durable (ODD), New York, Etats-Unis, 4 février 2014;
- « Mise en œuvre des politiques publiques en faveur de l'ESS à travers le monde + promotion et soutien à la création et au développement d'entreprises de l'ESS » lors de la 1ère réunion du GPIESS, 69ème session de l'Assemblée des Nations Unies, New York, 22 septembre 2014;
- Evènement parallèle « L'ESS pour un meilleur financement du développement durable dans l'agenda post-2015 » lors de la 3ème Conférence internationale sur le financement du développement, Addis Abeba, Ethiopie, 13 juillet 2015;
- « Quelles mesures de soutien à l'ESS dans la mise en œuvre des ODD ? » lors de la 2ème réunion du GPIESS, 70ème Assemblée Générale des Nations Unies, New York, 28 septembre 2015;
- « L'économie sociale et solidaire : secteur clef pour un développement urbain durable » lors de la 3ème réunion du GPIESS, 71ème Assemblée Générale des Nations Unies, New York, 20 Septembre 2016; et
- Evènement parallèle « L'ESS au cœur de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain » lors de la Conférence HABITAT III sur le logement et le développement urbain durable, Quito, Equateur, 17 octobre 2016.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

ESS Forum International est membre observateur de la Task-force inter-agences des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Les ODD guident l'ensemble des interventions de l'association, que ce soient dans les initiatives qu'elle valorise ou co-construit comme dans les évènements de plaidoyer qu'elle organise.

9. Organisation de défense de l'environnement au Burundi

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'organisation de défense de l'environnement au Burundi (ODEB) a été créée en 1992 et contribue à la sensibilisation du public sur l'importance de la protection de l'environnement.

Objectifs

La vision de l'ODEB est celle d'un paysage verdoyant où les ressources fauniques, floristiques et hydrauliques sont bien conservées et bien gérées et où la régularité du climat assure durablement le bien être de la population. Sa mission est : d'accroître la conscience de la population sur la nécessité urgente d'une protection durable des écosystèmes; mener un plaidoyer sans relâche pour la

promotion des politiques et l'application concrète des lois sur la protection de l'environnement auprès des autorités politico-administratives; soutenir les populations qui prennent des initiatives visant un développement écologiquement durable et des mesures d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques; plaider pour la bonne gouvernance foncière; et mobiliser tous les acteurs concernés par une gestion durable des ressources en eau à comprendre et à assumer leurs responsabilités.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ODEB a contribué à la réalisation de la mission du Conseil Economique et Social des Nations Unies et de ses organes subsidiaires en suivant de près la mise en œuvre des 3 conventions de Rio de Janeiro à savoir la Convention sur la biodiversité, la Convention sur la lutte contre les changements climatiques et la Convention sur la lutte contre la désertification. Dans ce cadre, elle a pris part à plusieurs réunions préparatoires aux différentes conférences sur le climat à Paris, France, mais également sur la biodiversité et la désertification.

L'organisation a régulièrement célébré les différentes journées internationales dédiées à l'environnement, à la lutte contre la désertification et à la biodiversité. L'ODEB a contribué techniquement et financièrement aux activités de la Journée mondiale de l'environnement et de la lutte contre la désertification. Elle a participé à l'atelier de validation du rapport provisoire de l'Analyse environnementale pays (AEP), à l'atelier organisé par KILIMO TRUST sous le thème : « Meeting of the water, lands, ecosystems and trade in staples (WaLETS project), et à l'atelier sur la restauration des paysages forestiers au Burundi dans le cadre de la Convention de Bonn.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'ODEB a pris part aux réunions préparatoires au niveau national à la définition du Climateprediction.net (CPDN) pour la conférence de Paris sur le climat en 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au niveau du Burundi, l'ODEB a participé à l'atelier sur le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) organisé par le Programme des Nations Unies Pour le Développement (PNUD). L'ODEB met en œuvre depuis 2016 un projet sur le renforcement de capacités d'adaptation au changement climatique en partenariat avec Wethungerhilfe et a collaboré avec la Banque Mondiale dans l'identification des zones très menacées du Burundi.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

L'ODEB a contribué à l'atteinte de l'objectif du Millénaire pour le développement 1 par l'accompagnement des mesures de Cash for Work au niveau de la protection des bassins versants à travers la production et plantation de plants et le paiement de la main d'œuvre, procurant ainsi des revenus à plus de 4,570 ménages pendant 6 mois ou un an.

En vue de l'objectif 7 l'organisation a mené des activités intenses de sensibilisation et de plaider notamment sur l'actualisation du code foncier et le

code de l'eau. L'ODEB a contribué à la préservation de l'environnement en produisant et en plantant 2,710,000 plants forestiers et agroforestiers.

10. Organisation des Laïcs Engagés du Sacré-Cœur pour le Développement de Kimbondo

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

L'Organisation des Laïcs Engagés du Sacré-Cœur pour le Développement de Kimbondo (OLESDK) est une ONG de Kinshasa, Congo, accréditée comme observateur civil de la Convention Cadre de l'ONU sur le Changement Climatique et bénéficiant du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social de l'ONU.

Objectifs

Les objectifs de l'organisation sont d'atteindre le développement social durable de population; protéger l'environnement; et promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles et les droits de l'homme.

Changements à signaler

La dénomination de l'association fut modifiée en 2012 pour devenir Organisation des Laïcs Engagés pour le Développement Durable (OLEDD).

Contribution à des activités des Nations Unies

L'OLESDK a participé aux différents travaux liés aux agendas des conférences des Nations Unies auxquelles elle a participé. De 2013 à 2016, l'organisation exécuta des projets dont les objectifs atteints furent :

- Promouvoir le développement social durable conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux Objectifs de développement durable;
- Promouvoir la protection de l'environnement et l'utilisation durable des ressources naturelles conformément aux conventions de l'ONU sur le Climat et celle sur la Diversité Biologique;
- Promouvoir le Droit de l'Homme conformément au droit international; et
- Promouvoir la consolidation de la paix, conformément au livre blanc de consolidation de la paix.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'OLESDK a participé aux réunions suivantes :

- 19ème Conférence des parties à la Convention de l'ONU sur le Changement Climatique en 2013, Varsovie, Pologne, 11-22 novembre 2013;
- 40ème Session des Organes Subsidiaires de la Convention de l'ONU sur le Changement Climatique, Bonn, Allemagne, 4-15 Juin 2014;
- 12ème Conférence des Parties signataires de la Convention de l'ONU sur la Diversité Biologique, Séoul, Corée du Sud, 29 septembre - 17 octobre 2014;

- 18ème Session des Organes Scientifiques Techniques et Technologiques de la Convention de l'ONU sur la Diversité Biologique, Montréal, Canada, 16-28 Juin 2014; et
- 3ème Conférence de l'ONU sur la Réduction de Risque de Catastrophe, Sendai, Japon, 14-18 Mars 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Aucune information fournie.

11. Organisation Mondiale des associations pour l'éducation prénatale

Statut consultatif spécial : 2005

Introduction

L'Organisation Mondiale des Associations pour l'Éducation Prénatale (OMAEP) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif. C'est un organisme de type fédéral, qui regroupe 20 associations pour l'éducation prénatale, actives dans 17 pays, sur 3 continents.

Objectifs

L'organisation a pour but d'éveiller les consciences à l'importance de l'éducation prénatale naturelle, fondement de la parentalité, facteur capital de la santé physique et psychique, qui contribueront à faire évoluer les sociétés vers des formes plus justes et plus humaines.

Changements à signaler

L'organisation compte trois nouvelles associations : au Cameroun, en Allemagne et en Autriche.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'OMAEP a soumis des contributions écrites au Conseil Economique et Social et à l'Assemblée Générale de l'ONU pour incorporer deux paragraphes à la Convention Universelle des droits de l'enfant de l'ONU dans le "Written document" sur les droits des enfants. Elle a soumis une proposition au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) dans le sens éducatif et de valorisation de la femme en 2013. Elle a également participé et soumis une proposition pour le symposium international de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Palais des Nations, Genève, Suisse, 24 et 25 juin 2013.

Elle a mené une formation en éducation prénatale et communication au Centre International d'Accueil de Genève (CAGI) pour les responsables d'ONG belges et congolaises en 2014. Le 10 novembre 2014, elle a préparé un colloque international sur le développement durable et le nouveau paradigme avec la coalition des ONG, Genève.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'OMAEP a participé aux réunions suivantes :

- Journée mondiale de l'enfance pour célébrer la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) le 20 novembre 2013;
- Session du Conseil Economique et Social, Palais des Nations, Genève, juillet 2013. Elle a soumis une déclaration écrite au segment à haut niveau, 5-10 juillet 2013;
- Réunion sur la protection et les droits humains au Palais Wilson, Genève, 25 avril 2013;
- Conférence Internationale sur un nouveau paradigme, Genève, 6 juin 2013;
- Forum mondial de la CNUCED, 13-16 octobre 2014, pendant lequel l'OMAEP est intervenu;
- Sommet des enfants sur les Objectifs de développement durable, 20 Septembre 2015; et
- Commission de la condition de la Femme, 14-24 mars 2016, avec la mise en place de l'initiative Anglaise des 1001 Jours Critiques.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'OMAEP a participé au 11ème « Sommet sur la famille », organisé par la World Family Organisation (WFO) et le Ministre de la Santé Chinois, Zhuhai, Chine, en 2013. Elle a collaboré sur la réalisation d'un document sur l'agenda post-2015 des Nations Unies. Elle a participé au 2013 Projet GPI de la Global Prénatal Initiative, projet de partenariat sous l'égide de l'Année Internationale de la famille. L'organisation s'est réunie avec le directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève pour les ONG, Genève, 9 avril et 23 mai 2013. Elle a signé un partenariat avec le ministère de la République démocratique du Congo (RDC), des ONG et les responsables de la CNUCED.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

L'OMAED a participé à la réalisation des Objectifs de développements durable (ODD) en fournissant un cadre international des bonnes pratiques pour une prénatalité consciente fondée sur le modèle des « 1001 jours critiques » et des principes d'autonomisation des femmes (Weps). Elle a un projet de formation en RDC avec le ministère de la femme, 2016. Elle a tenu un atelier d'une journée dans un Centre de Santé Intégrale à Huangshan, Taiping Lake, à l'invitation de l'école Ecole Nationale d'Infirmières de Chongqing, Chine, 2013. Le 8 mars 2015, l'organisation a participé à la marche avec l'Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) à New York.

12. Regards de Femmes

Statut consultatif spécial : 2009

Introduction

Regards de Femmes réunit des femmes et des hommes pour agir dans tout le champ des droits des femmes en s'appuyant sur la déclaration universelle des droits humains et sur les conventions internationales [Convention sur l'élimination de

toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), Programme d'Action de Pékin, Objectifs de développement durable, entre autres].

Objectifs

Regards de femmes sensibilise et informe des programmes onusiens, institutions, médias, autres associations et grand public sur les questions concernant les droits des femmes par communiqués, deux sites internet, Facebook et Tweeter, afin de faire évoluer comportements et pratiques vers l'égalité en droits, devoirs et dignité des femmes et des hommes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Regards de femmes organise, participe et intervient à Lyon, France, et dans le monde à des colloques et conférences internationales, selon les thématiques de l'Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) :

- Autonomisation économique : Intervention intitulée « Nouveau dialogue social pour réduire les inégalités de genre dans les entreprises au-delà de 2015 » lors du colloque CEREPPOL, Nations Unies, Genève, Suisse, 20 octobre 2015;
- Violences contre les femmes : Participation aux réunions « Eliminate trafficking in women and assist victims of violence due to prostitution and trafficking », Genève, 7 novembre 2014, et « Partenaires pour l'accès universel à la contraception », Partenariat de Ouagadougou, Paris, France, 18 décembre 2014; Organisation d'un événement parallèle lors de la 59ème session de la Commission de la condition de la femme intitulé « Des actions pour refuser toutes violences envers les femmes et les filles sous prétexte de traditions ou religions », New York, Etats-Unis, 10 mars 2015; Organisation d'un rassemblement « Bring Back Our Girls », Lyon, 13 mai 2014, et la poursuite d'actions, de réunions de sensibilisation, de communiqués et entretiens avec la presse, 2014, 2015, 2016;
- Éducation des filles : Colloque International Scolarisation des filles pour avancer lever les obstacles en France et dans le monde, Vénissieux, France, 5 octobre 2014;
- Leadership et participation : Interventions Parité Politique, Parlement de Sarrebruck, Allemagne, 18 novembre 2013, et Université d'Ankara, Turquie, 6-7 janvier 2015; Colloque « Pas de gouvernance démocratique sans les femmes », Genève, 7 septembre 2015; « Les femmes s'engagent », COP 21, Paris, 16 octobre 2015; Colloque AFARD « Citoyenneté et autonomisation des femmes : obstacles et défis en Afrique », Dakar, Sénégal, 7-9 décembre 2015; et
- Droits humains Paix et sécurité : Participation à la réunion de concertation avec les ONG pour la mise en place du 2ème Plan National d'Action de la France concernant « Femmes paix et sécurité », Paris, 9 décembre 2014; Colloque international « La laïcité force et bouclier pour les femmes », Lyon, 13 octobre 2014; Sommet mondial de la francophonie « Femmes et jeunes en francophonie vecteurs de paix acteurs de développement Interventions », Dakar, 26-28 juin 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté à la 57ème, 58ème, 59ème et 60ème session de la Commission de la condition de la femme (CSW), New York, Etats-Unis, 3-10 mars 2013, 9-16 mars 2014, 9-15 mars 2015 et 12-21 mars 2016. Elle a soumis des déclarations écrites à chaque session et organisé les événements parallèles suivants : « Echanges de bonnes pratiques pour faciliter la déclaration des naissances », CSW57, 4 mars 2013; « Renforcement des droits des femmes en matière de déclaration des naissances », CSW58, 12 mars 2014; et « Déclaration des naissances préalable fondamental à l'autonomisation des femmes », CSW60, 14 et 20 mars 2016.

De plus, elle a participé à la réunion régionale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), « Pekin+20 », Genève, 4-7 Novembre 2014, et à la 65ème conférence DPI/NGO, New York, 28 août 2014, pendant laquelle elle a tenu un événement parallèle intitulé « L'accès de tous au développement implique la déclaration de naissance de chaque enfant ». Finalement, elle a rédigé un rapport alternatif pour l'examen de la France CEDEF, 3-4 et 7-8 juillet, Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Regards de Femmes a animé le groupe Femmes et violences et conduit la synthèse des travaux de la réunion « The women rate to development of Europe and Mediterranean » de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 11-14 septembre 2014, Turin, Italie. L'association a été invitée à intervenir sur la déclaration des naissances lors de la Conférence ministérielle régionale sur l'apatridie en Afrique de l'Ouest de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, 23-24 février, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Regards de Femmes a participé aux réunions préparatoires organisées par la France pour les Objectifs de développement durable. Pour le droit à un état civil de chaque enfant, elle a organisé un colloque international « Enfants sans état civil femmes sans droit » avec des interventions d'ONU Femmes et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Bourg-en-Bresse, France, 12 octobre 2013.

13. Reporters Sans Frontières International – Reporters Without Borders International

Statut consultatif spécial : 1993

Introduction

Reporters sans frontières, fondée en 1985, est une organisation indépendante qui œuvre pour la liberté de la presse. Basée à Paris, France, ses sections à l'étranger, ses bureaux dans dix villes et son réseau de correspondants dans 130 pays lui confèrent une forte capacité de mobilisation et d'interpellation, ainsi qu'une influence sur le terrain comme dans les ministères et organisations internationales et régionales.

Objectifs

Les objectifs de Reporters sans frontières sont de défendre les journalistes et acteurs de l'information et de dénoncer les exactions dont ils sont victimes; lutter pour la liberté de la presse et d'expression; soutenir les journalistes et acteurs de l'information; et agir pour améliorer la sécurité des journalistes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué au travail du Conseil des droits de l'homme sur les thématiques suivantes :

- 22ème session: Les acteurs de l'information décimés en 2012;
- 24ème session: Les lacunes en matière de protection pour les journalistes et acteurs de l'information, la situation critique des journalistes en Syrie, la sécurité des journalistes, 13 principes pour un cadre de surveillance des États, les lanceurs d'alerte ont besoin de protection, sécurité des journalistes;
- 25ème session: Aggravation de la situation des journalistes dans les manifestations pacifiques, les lanceurs d'alerte;
- 26ème session: Business et droits humains – les mercenaires de l'ère digitale, la sécurité des journalistes, l'indépendance du pouvoir judiciaire est cruciale pour assurer un accès libre à l'information, les persécutions au Bahreïn;
- 28ème session: Couvrir des manifestations devient risqué, contre-terrorisme et respect de la liberté d'information, les acteurs de l'information en première ligne de la défense des défenseurs des droits de l'homme, l'état de la presse mondiale, appel à la création d'un Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée;
- 29ème session: Exécutions extra-judiciaires, sommaires ou arbitraires des journalistes, les lois anti blasphèmes pour museler la liberté d'expression;
- 30ème session: Sécurité des journalistes et l'impunité;
- 31ème session: Torture et mauvais traitement des journalistes et blogueurs; et
- 32ème session: Situation de la liberté de la presse en Turquie.

Reporters sans frontières a contribué aux Examens périodiques universels suivants :

- 15ème session: Rapport sur Israël;
- 16ème session: Rapport sur Azerbaïdjan, Russie;
- 17ème session: Rapport sur Malaisie, Tchad, République Centrafricaine, Congo, Sénégal, Arabie Saoudite, Nigeria, Mexique, Chine;
- 18ème session: Rapport sur Érythrée, République Démocratique du Congo, Afghanistan, Cambodge, Chili, la République de Macédoine, Vietnam;
- 19ème session: Rapport sur Guinée équatoriale, Côte d'Ivoire, Éthiopie;
- 20ème session: Rapport sur Gambie, Madagascar, Bolivie, Iran, Irak, Fidji, Kazakhstan, Égypte;

- 21ème session: Rapport sur Rwanda, Koweït, Turquie;
- 23ème session: Rapport sur Rwanda, 24e session: Rapport sur Somalie, Singapour;
- 25ème session: Rapport sur Soudan; et
- 27ème session: Rapport sur Brésil, Royaume-Uni, Tunisie, Algérie, Pologne, Bahreïn, Maroc.

L'organisation a envoyé une note sur les attaques contre journalistes couvrant les manifestations au Rapporteur spécial sur le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association. Elle a effectué une saisine sur les disparitions forcées sur la détention arbitraire des disparitions de journalistes au sein du Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Reporters sans frontières a participé aux réunions suivantes :

- Evènement parallèle sur le Burundi durant la 31ème session du Conseil des droits de l'homme en tant que panéliste;
- Evènement parallèle sur la sécurité des journalistes en Syrie, Irak et au Yémen pendant la 33ème session du Conseil des droits de l'homme en tant que panéliste;
- Intervention du Secrétaire Générale de l'organisation au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour saluer l'adoption de la résolution 2222 sur la protection des journalistes dans les conflits armés, 27 mai 2015;
- Participation à la conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) « Les médias se mobilisent pour la sécurité des journalistes », 5 février 2016;
- Participation à un panel à la Conférence organisée par l'UNESCO sur la préservation du patrimoine culturel à Bruxelles, Belgique, 9 juin 2016; et
- Participation à un panel sur les mécanismes de protection des journalistes lors de la conférence de l'UNESCO pour la journée mondiale de la liberté de la presse à Helsinki, Finlande, 3 mai 2016.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Reporters sans frontières a rencontré le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, le 21 juin 2016 à propos de la sécurité des journalistes.

De plus, l'organisation a contribué au rapport annuel du Secrétaire général des Nations unies concernant l'application de la résolution 68/163 de l'Assemblée Générale des Nations Unies par les États membres, mai 2014, et au rapport du Secrétaire général des Nations unies concernant l'application de la résolution 69/185 de l'Assemblée Générale des Nations Unies par les États membres depuis le 2 mai 2014, en mai 2015.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Aucune information fournie.

14. Rescue and Hope "RAH"

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Rescue and Hope "RAH" (RAH) est une ONG à but non lucratif créée en juin 2006 au Bénin. Ses activités s'étendent sur 7 départements du pays et contribuent au bien-être et développement socioéconomique et sanitaire des couches sociales vulnérables et à l'atteinte Objectifs de développement durable (ODD). Elle poursuit ses actions dans les domaines de la santé; l'éducation; l'agriculture; la formation et insertion professionnelle; jeunesse et développement durable; l'assainissement; protection de l'environnement et du climat; et la protection des droits des femmes et des enfants par la formation, la sensibilisation et le plaidoyer.

Objectifs

L'ONG a pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement socioéconomique, sanitaire et culturel des communautés à la base. Principalement elle appuie efficacement les individus et les groupements à la base dans l'identification, l'élaboration et la gestion d'actions concertées pour l'amélioration de leurs conditions de vie et le développement. Les finalités de ses actions sont l'autonomisation globale de la majorité des populations à la base; leadership développé des femmes responsables; défense des droits des femmes et enfants; accroissement du pouvoir d'achat; et prise de conscience des populations de leur propre prise en charge pour un développement humain durable.

Changements à signaler

Le changement au plan national est l'affiliation de l'ONG à deux réseaux d'associations du Bénin qui a induit l'élargissement des activités de défense des droits des femmes et enfants, le leadership féminin et le renforcement des capacités économiques des femmes rurales dans deux nouveaux départements du pays. Au plan continental, l'ONG est affiliée à la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion axée sur Résultats de Développement (AfCoP-GRD) et au Partenariat des organisations de la société civile (OSC) pour l'Efficacité du Développement (POED) de l'Afrique de l'Ouest dans lesquels l'ONG a pris part active dans les travaux d'élaboration des propositions de plan et de suivi des objectifs pour l'efficacité et l'efficience des résultats de développement.

Contribution à des activités des Nations Unies

Membre du Réseau des Organisations Féminines d'Afrique Francophone (ROFAF), l'ONG a organisé pour le compte du ROFAF des plaidoyers et sensibilisations sur l'après 2015 au niveau national : « Le Genre dans le Programme de développement pour l'Après 2015 » auprès du gouvernement et des OSC intervenant dans le domaine du genre, novembre - décembre 2014. Depuis décembre 2015, l'ONG a organisé trois journées nationales d'information sur les 17 axes des ODD et implications pour un développement humain durable au Bénin.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Rescue and Hope a coopéré avec le chargé de projet du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) au Bénin.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Les activités de Rescue and Hope sont orientées vers l'accomplissement des ODD dans les domaines suivants :

- Santé : L'ONG en partenariat avec le Réseau RAOFEM exécute pour 2016 – 2017 un projet de lutte contre le VIH/Sida intitulé : Prévention des Violences Basées sur le Genre parmi les populations clés : TS et CDI, financé par le Fonds Mondial dans huit départements du Bénin; Egalité des Sexes : L'ONG met en œuvre depuis janvier 2015 un projet triennal de renforcement des capacités économiques et institutionnelles de 32 groupements de femmes/ filles rurales dans les Communes de Toffo, Zè et Djidja (450 jeunes et 1,050 femmes);
- Promotion d'une croissance économique : l'ONG a mis en place des centres de formation et de transformation des produits agricoles au profit des populations en difficulté dans les Communes de Toffo au Sud et de Djougou dans le Nord;
- Lutte contre le changement climatique et protection de l'environnement : depuis avril 2011, l'ONG organise chaque année une semaine de formation sur la permaculture, la mise en place d'un écosystème durable, et la lutte contre les érosions du sol au profit des jeunes scolaires et étudiants en période de vacances.

15. Villes de France

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Villes de France est une association française pluraliste d'élus locaux (maires et présidents d'intercommunalités). Indépendante juridiquement et financièrement de l'Etat français, l'organisation non gouvernementale rassemble les villes et agglomérations de taille infra-métropolitaine du territoire national, ensemble qui est le cadre de vie de près de la moitié de la population française, soit environ 32 millions d'habitants. Elle a vocation à promouvoir et à soutenir l'action de plus de 600 villes françaises et 300 intercommunalités.

Objectifs

L'association Villes de France assiste et soutient notamment les projets de gouvernance locale, de développement économique et de développement durable de ses adhérents, ainsi que leurs actions internationales de coopération décentralisée. De manière générale, l'organisation promeut la démocratie locale, le développement durable et la coopération internationale entre collectivités locales.

Changements à signaler

En juin 2014, l'assemblée générale de l'organisation a formellement approuvé le changement de nom de l'association qui est passé de « Fédération des villes moyennes (FVM) » à « Villes de France », et a modifié les statuts de l'organisation

en conséquence. La notification de changement de nom a été dûment prise en compte en mai 2016 par le Comité des organisations non gouvernementales.

Contribution à des activités des Nations Unies

Dans le cadre d'un partenariat avec le Centre régional d'information pour l'Europe occidentale des Nations Unies (UNRIC), l'association Villes de France a réalisé un vade-mecum intitulé « Coopérations en marche ! », diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires. Placé officiellement sous l'égide des objectifs du Millénaire du développement, cet ouvrage a fait la promotion d'actions de coopération internationale de villes sélectionnées pour leur caractère reproductible. Cette publication a pu notamment mettre en valeur l'action de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et ses priorités stratégiques, dont une présentation du Programme hydrologique international (PHI) des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période concernée, Villes de France a participé aux réunions annuelles du directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, avec les organisations non-gouvernementales.

Villes de France a assisté à la 18ème session du « groupe de travail d'examen périodique universel » du Conseil des droits de l'homme à Genève, Suisse, notamment pour le suivi des pays avec lesquels certains adhérents de Villes de France ont des partenariats de coopération décentralisée, 27 janvier - 7 février 2014.

Marquant son particulier intérêt pour le thème choisi « Forum politique de haut niveau pour le développement durable » du Conseil économique et social des Nations Unies en 2014, l'organisation a déposé une contribution écrite pour nourrir la réflexion sur l'avenir de l'agenda mondial du développement pour l'après-2015, 7-8 juillet 2014.

Villes de France a participé aux groupes de travail en vue du 7ème Forum urbain mondial de Medellín de ONU-Habitat, 5-11 avril 2014, et de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable – Habitat III, qui s'est tenue à Quito. Equateur, 17-21 octobre 2016.

Villes de France a suivi activement la 21ème Conférence des Parties (COP 21) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) de décembre 2015. Elle était aussi représentée au « Sommet mondial des élus locaux pour le climat » le 4 décembre 2015 à Paris, France, avec les délégations de maires venues du monde entier.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Villes de France a contribué à diffuser auprès des collectivités territoriales l'appel à projets « Appui aux Réseaux Territoriaux et thématiques de coopération au développement humain (ART) » du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 2014 et 2015.

L'organisation fait régulièrement connaître auprès des collectivités territoriales françaises les travaux des Nations Unies, et spécialement ceux du Conseil économique et social, par le moyen d'articles d'actualité de sa revue hebdomadaire « Ondes Urbaines » (15,000 abonnés), notamment le 13 mars 2013, le 5 février 2014, le 14 mai 2014, le 18 mai 2016, le 21 mai 2014, le 16 juillet 2014, le 12 novembre 2014, le 4 février 2015, le 5 octobre 2016, et le 7 septembre 2016.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Le programme de travail de Villes de France auprès de son réseau correspond à un bon nombre des priorités de l'ONU, dont les objectifs du Millénaire du développement, notamment aux points 7 et 8, pour que soit assuré "un environnement humain durable" et pour "construire un partenariat mondial pour le développement".

16. Yelen

Statut consultatif spécial : 2013

Introduction

Yelen est une ONG de solidarité locale et internationale. Elle œuvre pour l'intégration des migrants issus d'Afrique subsaharienne sur le territoire du Genevois, France, forme les acteurs sociaux (assistants sociaux, éducateurs, mairies, hôpitaux, etc.) à l'interculturel et anime une coopération décentralisée entre la Communauté de Communes du Bas-Chablais et la communauté rurale de Ndandé au Sénégal.

Objectifs

Yelen a pour objectifs de concourir à la réalisation d'actions de développement, ainsi que de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à ces actions; et aider au développement personnel économique, social et culturel des personnes en difficulté d'accès aux dispositifs de droit commun dans ces pays, et particulièrement les migrants et personnes déplacées.

Changements à signaler

L'activité de l'association sur le territoire du Genevois a été démultipliée en raison de la crise migratoire. Son activité au Sénégal a été démultipliée et s'est diversifiée pour inclure la gestion des déchets, assainissement, environnement, et santé. Par ailleurs, l'association a intégré depuis 2013 la Cité de la Solidarité Internationale à Annemasse, France.

Contribution à des activités des Nations Unies

Yelen a organisé une action de sensibilisation et d'information sur l'Ebola en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'association fait partie du réseau Réseau des Acteurs de la Solidarité Internationale (RASCin) à Annemasse et travaille sur les thématiques des déchets et de l'eau. Elle a réalisé un diagnostic sur la problématique de l'eau à Darou, Sénégal, en partenariat avec Women Engage for a Common Future (WECF) et InteraSolidar.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'association a participé à des rencontres, des colloques et des conférences.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Yelen a organisé la « Rencontre Droits des Migrants » qui doit avoir lieu en 2017 en collaboration avec AIDES, Destination Justice, Groupe SIDA Genève, l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), la Mission permanente de la

France auprès des Nations Unies, et la Cité de la Solidarité Internationale d'Annemasse.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable

Yelen a pris les initiatives suivantes envers les objectifs du Millénaire pour le développement :

- Objectif 1 : projet d'accompagnement des femmes de Ndande au Sénégal pour le micro-crédit pour la culture du Bissap pour l'augmentation de leurs revenus;
- Objectif 2 : 3,000 livres ont été acheminés pour la mise en place d'une bibliothèque à Ndande;
- Objectif 3 : Accompagnement des groupements féminins de Ndande au travers de la formation, éducation, sensibilisation, et l'ouverture de comptes bancaires;
- Objectifs 4, 5 et 6 : Formations, information du personnel de santé du district de Kebemer au Sénégal; campagnes de sensibilisation dans les postes de santé; et
- Objectif 7 : Gestion des déchets avec la mise en place d'un centre de tri et de valorisation des déchets collecte par les jeunes du village; tri et valorisation par les femmes. Yelen a organisé l'inauguration du centre de tri de Ndande avec Conférence et Regards Croisés sur les thématiques de l'eau et de la terre.
